

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

La liberté
des prix,
c'est
la hausse

« 1979 sera l'année de la libération totale des prix, mais aussi l'année de la concurrence et des consommateurs » vient de déclarer Monory, le ministre de l'Economie. Les commerçants, les prestataires de service (garagistes, coiffeurs, etc.) vont pouvoir fixer librement leurs prix au cours de l'année. Pour les libraires et les transporteurs routiers, la mesure arrivera très prochainement. Le ministre ne manque pas de cynisme : quand donc les prix ont-ils été bloqués ? C'est bien plutôt la hausse perpétuelle. Bien sûr, ce sera « l'année de la concurrence et du consommateur ». Monory prétendra évidemment que le consommateur pourra s'approvisionner là où les prix seront les moins élevés.

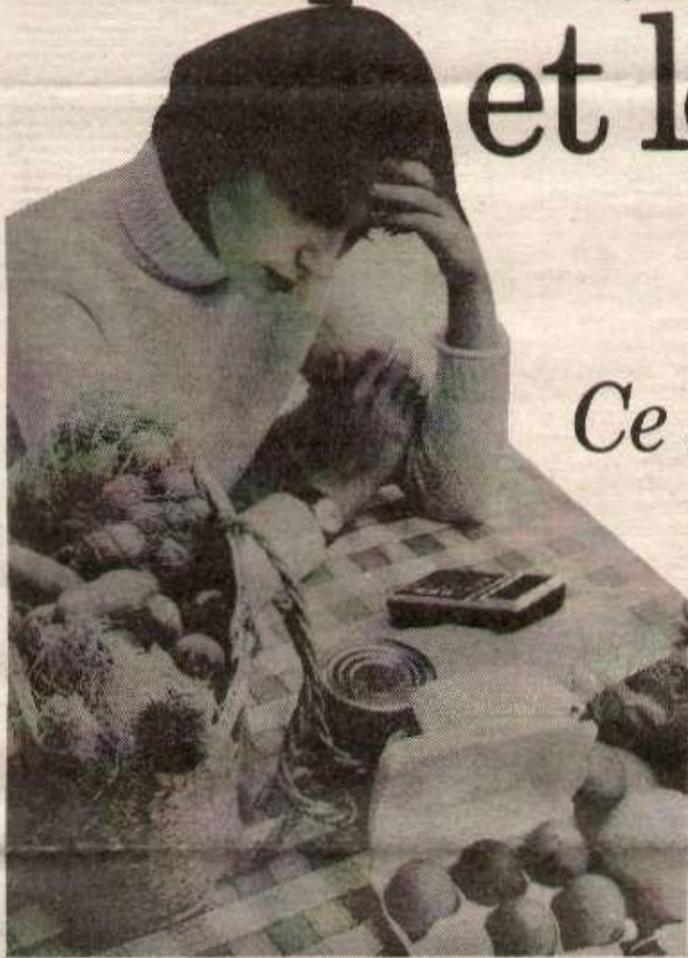
Depuis quand les travailleurs après le boulot ont-ils le temps de faire du lèche-vitrines, de courir de droite et de gauche pour comparer les prix ?

A qui fera-t-on croire qu'il n'existe pas entre capitalistes des ententes pour fixer les prix des marchandises et pouvoir se répartir des profits encore plus juteux. Bien sûr, de temps en temps, il sera fait un fort tapage sur par exemple des boulangers de Haute-Garonne « condamnés à 2 000 F d'amende pour avoir pratiqué ensemble les mêmes hausses » en août dernier.

Il faut bien voir l'arbre qui cache la forêt... Les travailleurs attendront longtemps pour être remboursés des hausses de légumes de ces derniers temps. Tout ça c'est de la poudre aux yeux. Dans la société capitaliste, c'est le profit qui sert de boussole. Les prix ont toujours augmenté malgré les belles déclarations ministérielles ou les différentes réglementations et les salaires des travailleurs sont constamment rognés. Chirac s'apprête à suivre pour la deuxième année consécutive les conseils de Monory : une nouvelle augmentation des impôts locaux est prévue pour les travailleurs de Paris. Mais si vous ne voulez pas les payer, vous êtes libres de déménager et d'aller vous installer en province. En Lorraine ou dans le Nord, par exemple... A Monory et Cie, il n'y a qu'une seule réponse à faire : s'unir, s'organiser, lutter pour le maintien du pouvoir d'achat comme pour exiger du travail pour tous !

René BRÉAND.

Les prix, les impôts et le chômage libérés



Ce sont les vœux
de Giscard-Barre
pour 1979

MONORY nous prépare pour 1979 une libération totale des prix qui sera, il l'assure, bénéfique pour les consommateurs. En attendant, il est fortement question que les tarifs SNCF soient augmentés de 7,5% prochainement. Quant aux impôts locaux, leur hausse en 1979 sera de près de 20% pour les Parisiens. Quant au chômage qui frappe si durement la classe ouvrière son ampleur est telle, qu'il atteint également de façon sévère d'autres couches de la population ; ainsi il y a 63 000 cadres au chômage.

(Voir articles page 4)

MANIFESTATION MERCREDI A PARIS

Développons le soutien au peuple cambodgien

ALORS que le prince Sihanouk, mandaté par le gouvernement légitime du Kampuchea démocratique, exige de prendre la parole à l'ONU pour dénoncer l'agression soviéto-vietnamienne, le soutien au peuple du Kampuchea se manifeste avec une force croissante dans le monde comme en France. Un rassemblement a eu lieu dès mercredi soir à Paris. Plusieurs centaines de personnes qui avaient répondu dans la hâte à l'appel du PCML, PCRml et de l'OCFml ont manifesté leur colère contre l'agression soviéto-vietnamienne et leur soutien au peuple cambodgien. « Agresseurs soviétiques et vietnamiens hors du Cambodge », « Soutien total au peuple cambodgien » ont été les mots d'ordre les plus scandés. A la fin de la manifestation, Alain Castan a lu une déclaration commune aux

diverses organisations appelantes. Dénonçant l'agression soviéto-vietnamienne et les menaces de guerre que l'URSS fait grandir dans le monde il a appelé à développer le soutien au peuple du Kampuchea qui mène maintenant à nouveau la guerre populaire.

Il a notamment déclaré : « Il vous appartient de dénoncer l'agression soviéto-vietnamienne contre le Kampuchea démocratique qui fait partie de ce plan d'ensemble (de l'URSS - NDLR), de dénoncer les dirigeants du PCP qui, en reprenant la fable d'un soulèvement intérieur au Cambodge, nient contre toute évidence l'intervention vietnamienne et se font non seulement les complices de l'agression mais également les meilleurs propagandistes de la politique agressive de l'Union soviétique ; d'exiger du gouvernement français qu'il

condamne l'agression et n'établisse aucune relation avec les fantoches de Hanoï et de Moscou. C'est pourquoi nous devons apporter notre soutien au peuple cambodgien, au parti communiste cambodgien et à ses dirigeants à l'action patriotique de Norodom Sihanouk... Aujourd'hui les marxistes-léninistes ont rapidement organisé cette première

manifestation. Mais nous ne devons pas nous en tenir là et nous ne nous en tiendrons pas là. Nous organiserons et développerons un puissant mouvement de soutien au peuple cambodgien et à sa guerre de résistance à l'agression en regroupant autour de nous tous ceux qui refusent l'agression, tous ceux qui sont attachés à l'indépendance des peuples ».



Le prince Sihanouk, émissaire de Pol Pot est accueilli à son arrivée à New York. Il défendra son pays devant l'ONU.

L'URSS reconnaît le FUNSK

Dans la logique du Kremlin

(Voir article page 3)

Italie

MARDI matin, au cours d'un débat organisé par « Le collectif des femmes au foyer » un commando des Noyaux armés révolutionnaires (NAR), déjà responsable de la plupart des attentats fascistes commis à Rome l'an dernier, a fait irruption dans les locaux de *Radio citta futura* une des principales radio-libres de la capitale italienne dirigée par Renzo Rossinelli, connu pour ses révélations au *Matin* au sujet des liens entre les Brigades rouges et le KGB. Trois hommes masqués ont fait aligner les cinq femmes présentes contre le mur avant de lancer des cocktails molotov et de prendre la fuite. Poursuivis par ces femmes ils ont tiré les blessant gravement.

Dès mardi après midi, 8 000 personnes précédées par un groupe compact de 600 femmes ont manifesté aux environs de la polyclinique où sont hospitalisées les blessées pour dénoncer cette agression et demander la fermeture des sièges des groupes fascistes dans la capitale.

Espagne

MARDI matin, Miguel Cruz Cuenca, président de la 6e chambre de la Cour suprême de Madrid, a été abattu dans les mêmes conditions que le gouverneur militaire de la ville le 3 janvier dernier. Ceinturés par quelques témoins les auteurs de l'attentat ont menacé de tirer sur les passants pour se libérer. Contrairement au juge Mateu abattu le 16 novembre dernier pour sa responsabilité dans la condamnation de dizaines de membres de l'ETA, le juge Cruz ne paraît avoir participé à aucun procès politique, même sous Franco.

Cela porte à six le nombre de victimes assassinées depuis le début de l'année par l'ETA dont les actions criminelles portent préjudice au peuple basque et au développement de la démocratie dans toute l'Espagne.

Pérou

DEPUIS mardi matin les syndicats péruviens ont déclenché une grève nationale de trois jours qui touche plus d'un million de travailleurs, soit le quart de la population active, pour : la baisse des prix des produits alimentaires ; l'augmentation générale des salaires ; l'abrogation des lois anti-ouvrières ; la réintégration des travailleurs licenciés lors des conflits précédents.

L'ampleur de ce mouvement de masse inquiète fort le régime militaire qui multiplie les mesures de répression pour s'y opposer. Dès le vendredi 5 janvier il a décrété l'état d'urgence et suspendu la garantie des libertés individuelles. Les mines sont placées sous contrôle de l'armée et une soixantaine de « meneurs » ont été arrêtés. Dimanche, sept hebdomadaires accusés de publier des articles favorables à la grève ont été interdits. Enfin l'armée est autorisée à tirer à balles pour maintenir l'ordre.

Maroc

PREVUE du 4 au 8 janvier, la grève des cheminots marocains est reconduite pour 48 heures. Les grévistes envisagent de prolonger ainsi leur grève de deux jours en deux jours tant que leurs revendications ne sont pas satisfaites. Aucun transport n'est assuré, que ce soit celui des voyageurs ou des marchandises, notamment les phosphates. Trois organisations syndicales participent à cette grève qui concerne 10 000 cheminots.

Tchécoslovaquie

JAROSLAV Sabata, porte-parole de la Charte 1977 passera en procès le jeudi 11 janvier à Trutnov. Accusé « d'injures grossières » à agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions, Sabata risque d'être emprisonné pendant un an pour cette raison. Au départ, il était accusé de violence contre un agent de la force publique mais les autorités tchécoslovaques ont dû reculer car tous les témoins ont affirmé que, non seulement Sabata n'a pas usé de violences, mais qu'au contraire c'est lui qui a été battu. Cette arrestation s'est produite à la frontière entre la Tchécoslovaquie et la Pologne, alors que Sabata s'appretait à rencontrer les membres du KOR, le Comité de défense des ouvriers polonais.

Mouvement Communiste International

APARTIR du 11 janvier prochain, les deux hebdomadaires marxistes-léninistes belges, *Clarté* et *Lutte communiste* vont fusionner pour céder la place au journal qui s'appellera *La Voix communiste*. Cette fusion entre les deux journaux montre également que le processus d'unification entre le Parti communiste marxiste-léniniste belge et Lutte communiste (marxiste-léniniste) est bien engagé et que prochainement interviendra une unification organisationnelle. Nous nous réjouissons de cette nouvelle.

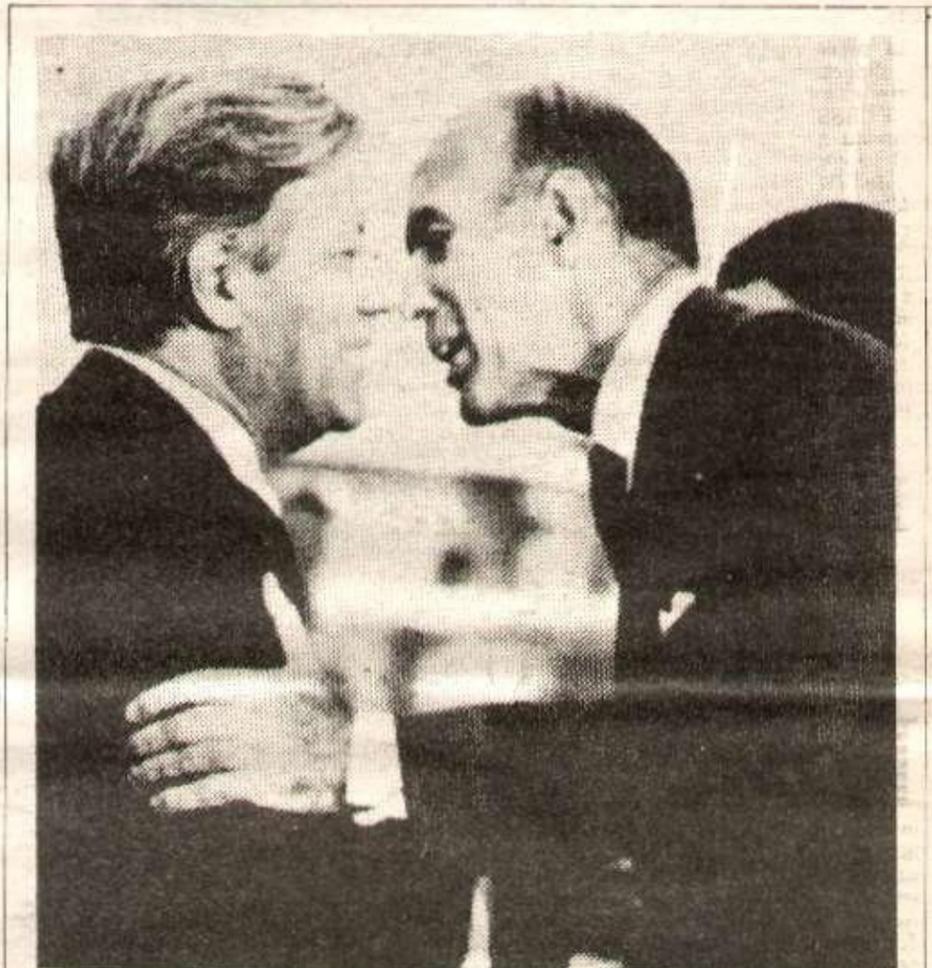
Myopie et lâcheté dangereuses

AU lendemain du tout récent sommet de la Guadeloupe, l'éditorialiste de politique étrangère du journal *Le Monde* s'interrogeait sur la lucidité des dirigeants occidentaux dont le sommeil n'est apparemment pas troublé par l'invasion du Kampuchea. Sous le titre : « Et la "détente" continue... », il écrivait : « Pour les quatre de la Guadeloupe, abusés sans doute par la douceur du climat des Caraïbes, la détente continue com-

me si de rien n'était. Que leur faut-il de plus ? ». En effet. Et tous ceux qui sont véritablement attachés à la défense de la paix et à la cause de l'indépendance des peuples, dont le nôtre, ne peuvent que s'inquiéter du tour pris par la politique étrangère du gouvernement français ces derniers temps. Le maître-mot de la diplomatie giscardienne semble être aujourd'hui qu'il ne faut rien faire qui puisse « énerver » Moscou.

La cynique agression du Kampuchea par les Vietnamiens armés, encadrés et inspirés par les Soviétiques n'est ni fortuite ni accidentelle. Venant après une série déjà longue d'interventions extérieures commencée à Prague en août 1968, elle constitue un nouveau pas, extrêmement grave, franchi par l'URSS dans sa stratégie impérialiste d'expansion et d'hégémonie. Voilà ce que disent les faits. Voilà ce que comprend un grand nombre de pays, en premier lieu les pays d'Asie dont le Japon, mais aussi beaucoup d'autres, parmi lesquels la Roumanie et la Yougoslavie qui dénoncent fermement l'invasion perpétrée contre le Kampuchea. Voilà aussi ce que refusent de voir ou de dire un certain nombre de dirigeants des pays européens.

C'est le cas du gouvernement français dont la réaction officielle prend bien soin de n'évoquer ni l'agression vietnamienne ni le rôle de Moscou, se bornant à souhaiter l'existence « d'un Cambodge qui serait effectivement démocratique et souverain ». En l'occurrence, Giscard se trouve nettement en retrait du gouvernement américain. Celui-ci, en effet, parle sans ambiguïté de l'invasion vietnamienne et du « soi-disant régime » installé ces derniers jours à Phnom Penh.



Giscard et Schmidt lors du sommet de la Guadeloupe. Leur volonté politique de ne pas « énerver l'URSS » revient en fait à lui laisser le champ libre pour ses visées agressives

CÉDER AUX PRESSIONS DE L'URSS OU AIDER LA CHINE A SE DÉFENDRE

Mais ce n'est pas tout. Une autre question, discutée également au sommet de la Guadeloupe, vient éclairer l'attitude française à l'égard de l'hégémonisme soviétique. Il s'agit des ventes d'armes à la Chine. A la veille du sommet des quatre, les dirigeants du Kremlin formulaient, par le canal de l'agence *Tass*, un « avertissement » à l'intention des chefs d'Etat occidentaux. Prétendant ni plus ni moins dicter la conduite à tenir par les Occidentaux vis-à-vis de la Chine, les Soviétiques écrivaient : « En armant la Chine, l'Ouest joue avec le feu... L'URSS a plus d'une fois attiré l'attention des dirigeants occidentaux sur les conséquences redoutables de ce genre de démarches. Malgré ces avertissements, les développements récents n'en conduisent pas moins à des marchés concrets concernant des livraisons d'armes modernes à la Chine ».

Le premier ministre anglais, Callaghan, n'en annonçait pas moins la décision britannique de vendre à la Chine des bombardiers Harrier. Par contre, il semble bien que Giscard et Schmidt se soient, à la Guadeloupe,

répandus en propos conciliateurs sur « la détente, l'entente et la coopération » qu'il faudrait à tout prix préserver avec l'URSS. D'ailleurs, le très informé *Canard Enchaîné* révèle, dans son édition du 10 janvier, que Giscard viendrait de s'opposer à la vente à la Chine d'un millier de Mirage F1 fabriqués par Dassault. Pourtant, cette vente d'avions faisait partie d'une négociation commerciale franco-chinoise engagée depuis de longs mois. La raison de ce veto giscardien ? Elle est simple : « Il craint, en effet, de se brouiller avec les Russes, qui ont dit et redit aux Occidentaux qu'ils considéreraient la vente d'armes, même défensives, à Pékin comme un geste fortement inamicale » écrit le *Canard Enchaîné*.

POLITIQUE D'APAISEMENT

L'attitude de soumission aux pressions soviétiques est même élevée au rang d'un principe-clé de la politique étrangère dans certains secteurs de la bourgeoisie française. Et il ne s'agit pas seulement des dirigeants du PCF entièrement alignés sur Moscou à propos du Kampuchea, mais aussi de « gaullistes de gauche » dont l'un d'eux écrivait récemment :

« Chine et Etats-Unis sont désormais nos seuls vrais rivaux ; cette rivalité est l'occasion historique de réconciliation entre l'Est et l'Ouest de notre cher vieux continent ».

Sans doute, est-ce là une position extrémiste ; mais l'esprit de capitulation à l'égard de l'impérialisme soviétique se manifeste de façon courante dans la presse bourgeoise. Par exemple, on feint de croire et on écrit que l'agressivité de l'URSS s'expliquerait par son « obsession de l'encerclement » (*Le Monde* des 7 et 8 janvier 1979).

L'URSS serait la victime en somme. Ou bien encore, on propage la théorie des concessions et de l'apaisement : « On ne doit surtout pas manquer de sang-froid au point de commettre la faute fatale "d'envoyer" les Soviétiques » (*Paris Match* du 29 décembre 1978).

Au total, face à l'URSS qui agresse et menace d'agression en Asie, de larges secteurs de la bourgeoisie française (1) s'empressent de prôner la vieille politique de non-intervention et d'apaisement. C'est une attitude extrêmement lâche doublée d'un fort mauvais calcul car il est évident que cet encouragement de fait à l'expansion soviétique

ne met nullement l'Europe à l'abri de l'appétit de Moscou, au contraire. De même que les abandons munichois, d'il y a trente ans vis-à-vis d'Hitler, n'évitèrent pas la guerre, cette politique myope et lâche ne fait aujourd'hui qu'en accélérer le déclenchement.

Pierre MARCEAU

(1) Le PS serait le seul des quatre grands partis à dénoncer, avec un peu de fermeté, l'agression dont est victime le Kampuchea.

Alexander Haig, chef d'Etat-major démissionnaire des forces de l'OTAN en Europe a dénoncé récemment au cours d'un discours prononcé en Belgique le « mythe » selon lequel les interventions soviétiques à l'étranger seraient dictées par la paranoïa de l'encerclement ».

Il ajoutait que les Soviétiques, par l'établissement avec succès de bases solides dans une vaste région — de l'Afghanistan aux deux régions côtières de l'Afrique en passant par le Yémen du Sud — « pourraient à tout moment mettre en danger les lignes d'approvisionnement de l'Occident en matières premières. »

L'URSS reconnaît le FUNSK

Dans la logique du Kremlin

LA liste des pays qui ont reconnu illico presto les fantoches de Hanoï, installés à Phnom Penh grâce aux tanks et avions soviétiques et grâce aux 120 000 soldats vietnamiens, est significative : il s'agit de l'URSS, du Vietnam bien sûr, de l'Allemagne de l'Est, de la Pologne, de la Hongrie, de l'Afghanistan et du Laos.

La message de Brejnev aux dirigeants du FUNSK confirme l'intérêt particulier que l'URSS porte à cette région du monde, actuellement : « Fidèle aux principes de l'internationalisme prolétarien et de solidarité avec les peuples luttant pour leurs droits nationaux, l'URSS a toujours été du côté des patriotes du Kampuchea et de leur avant-garde, le FUNSK. L'URSS continuera à développer et renforcer ses relations traditionnelles d'amitié et de

coopération entre nos deux pays, à aider le peuple cambodgien à construire un Kampuchea indépendant, démocratique, non-aligné marchant sur la voie du socialisme ». Nous voudrions ici rafraîchir les mémoires : de quel côté se trouvait l'URSS de 1970 à 1975 pendant l'agression américaine, du côté des patriotes cambodgiens ou du côté du gouvernement pro-américain de Lon Nol ? Chacun sait que l'URSS a conservé jus-

qu'à la dernière minute des relations avec les fantoches pro-américains, ce qui est une conception très particulière de l'internationalisme prolétarien.

Quant à l'« aide » de Moscou au peuple cambodgien, il s'agit sans doute des milliers de bombes déversées à l'aide de Mig 19 et Mig 21 soviétiques sur les hôpitaux, les écoles et les coopératives.

Le peuple du Kampuchea appréciera cette « aide » généreuse. Quant aux « droits nationaux » d'un pays indépendant, le meilleur moyen de les défendre, selon Moscou, n'est-ce pas encore de faire envahir ce pays par un autre pays ? Logique, non ? Le meilleur moyen pour le Kampuchea d'être indépendant, c'est de remettre son indépendance aux mains du Vietnam et de l'URSS, dit Brejnev qui prend vraiment les gens pour des imbéciles.

En affirmant que le conseil révolutionnaire mis en place par le FUNSK est « le seul gouvernement légitime du Kampuchea », Brejnev tente de présenter l'agression vietnamienne comme une affaire strictement interne au Kampuchea pour éviter que la question ne soit portée devant les

Nations-Unies et pour enlever au gouvernement authentique que Sihanouk est chargé de représenter à l'ONU, toute possibilité de tribune internationale. Si la position soviétique devait être entérinée, ce serait un précédent très grave et l'on ne voit pas pourquoi Moscou ne continuerait pas sur la même lancée, en se dissimulant derrière les mêmes prétextes.

Quant aux autres pays qui ont reconnu le FUNSK il s'agit des pays de l'Est les plus liés à Moscou et de l'Afghanistan qui a été l'objet d'un coup d'Etat pro-soviétique il y a quelques mois. Pour le Laos, on sait que le gouvernement n'a pas une grande liberté de manœuvre puisque les Vietnamiens ont pratiquement en main tout l'appareil politique et militaire du pays.

La déclaration du journal de l'armée vietnamienne selon laquelle la nouvelle situation au Kampuchea « va permettre aux trois pays indochinois (Laos, Cambodge, Vietnam) de construire leur futur ensemble » est un aveu de Hanoï sur son désir de créer et de dominer une fédération indochinoise, ce que le Vietnam avait toujours nié jusqu'ici.

C.L.

La Roumanie et la Yougoslavie condamnent l'agression vietnamienne

POUR tenter d'influencer l'opinion publique progressiste, Moscou et Hanoï présentent le nouveau « gouvernement » du Kampuchea comme soutenu par les « pays progressistes » du monde. Or, deux pays que Moscou et Hanoï considèrent comme socialistes, la Roumanie et la Yougoslavie, ont condamné l'intervention militaire du Vietnam contre le Kampuchea. C'est un coup dur pour l'URSS qui aimerait tant imposer son point de vue à tous les pays. Cela prouve aussi qu'il n'y a pas que des pays qu'elle prend réactionnaires qui condamnent l'agression soviéto-vietnamienne. Nul doute que la prise de position courageuse de ces deux pays donnera à réfléchir aux militants du PCF, d'autant plus que ces deux mêmes pays avaient déjà pris une position similaire contre l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

« Scinteia », le quotidien du Parti communiste roumain, a condamné sévèrement l'« aide prêtée à des éléments qui se sont levés contre la direction de leur propre pays ». Qualifiant cette « ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat » de « coup sévère pour le socialisme », la Roumanie demande le retrait des troupes étrangères hors du territoire cambodgien.

« Borba », organe central de la Ligue des communistes yougoslaves, a écrit pour sa part : « Hanoï n'a pas dissimulé son soutien au soi-disant Front d'union nationale du Kampuchea pour le salut national et Moscou n'a pas caché lui non plus son appui à Hanoï (...) Il est fort possible qu'il existe une clique opposée au régime de Pol Pot, il est pourtant difficile de convaincre les gens de ce qu'une telle clique ou un tel mouvement soit à même de passer, un mois seulement après sa fondation, des avions, des chars, des blindés, des postes de TSE et d'autres équipements (...) Hanoï rencontrera des difficultés pour trouver un soutien s'il décide de résoudre par la force les problèmes avec ses voisins et surtout si cela fait partie de son plan visant à jouer un nouveau rôle en Indochine ».

C.L.

Le conseil de sécurité de l'ONU

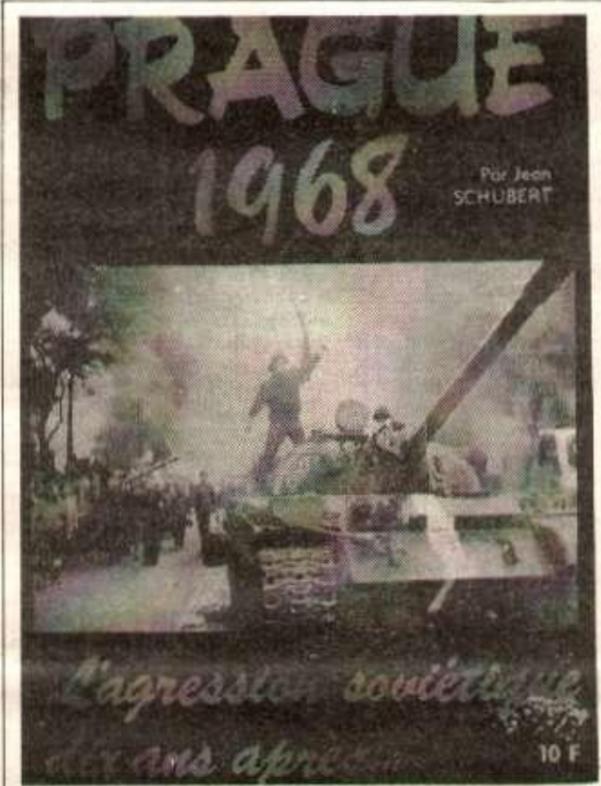
LE Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations-Unies est, après l'Assemblée générale, l'organisme dont le rôle est le plus important. Ses compétences particulières s'étendent à tous les problèmes touchant au maintien de la paix et de la sécurité. Dans ces domaines, ses décisions sont souveraines et l'emportent sur celles de tout autre organisme, y compris l'Assemblée générale. Depuis 1950, et la résolution Acheson, l'Assemblée générale peut intervenir dans le domaine de compétence du Conseil de sécurité, elle ne peut cependant pas prendre de décision importante, comme par exemple, imposer un cessez-le-feu. Le Conseil de sécurité dispose, pour régler les problèmes entre Etats de tout un arsenal de mesures d'importance variable. Dans le cas où il estime qu'un pays est victime d'une agression, il peut même aller jusqu'à dépêcher sur place des forces armées, conformément à l'article 7 de la Charte de l'ONU.

La composition de cet organisme d'importance capitale, tout en reflétant bien la situation mondiale actuelle, dans laquelle prévaut l'inégalité entre les pays, s'avère être le principal obstacle au bon fonctionnement d'un organe dont le but est de sauvegarder la paix. Le Conseil de sécurité est composé de quinze membres dont dix sont élus par l'Assemblée générale et renouvelés tous les deux ans. Actuellement, ces dix membres sont la Jamaïque, le Bangladesh, la Bolivie, la Tchécoslovaquie, le Gabon, le Koweït, le Nigéria, la Norvège, le Portugal et la Zambie.

Les cinq autres membres, les USA, l'URSS, la France, la Grande-Bretagne et la Chine depuis qu'elle a retrouvé son siège en 1972 sont membres permanents de ce conseil. C'est-à-dire qu'ils en sont membres d'office sans avoir jamais à être élus. Ils disposent également d'un privilège exorbitant qui est le droit de veto. Toute décision importante doit être prise avec l'accord unanime des membres permanents. Cela revient à dire qu'un seul de ces pays peut bloquer tout le fonctionnement de l'ONU, et cela quelle que soit la position de l'ensemble des autres pays du monde. Les pays du tiers monde et en particulier le groupe des 77 sont maintes fois opposés à ce privilège de grande puissance absolument faramineux. La Chine pour sa part a déclaré une fois pour toute en 1972, qu'elle ne ferait, par principe, jamais usage de ce droit de grand seigneur, et elle s'est toujours tenue à cette position.

Pour le cas précis du Kampuchea, le seul veto de l'Union soviétique peut donc suffire à éviter une condamnation et même une action des Nations Unies demandée par le gouvernement légitime du pays face à l'invasion vietnamienne et cela quelle que soit la position de la quasi-totalité des pays du monde. Alors qu'aujourd'hui la montée des périls au niveau mondial est flagrante et est justement le fait de deux des pays qui possèdent le droit de veto, il n'est que temps que les pays du monde s'unissent pour supprimer ce dangereux privilège.

Serge FOREST



10 ans après l'agression soviétique en Tchécoslovaquie, une autre agression soviétique, cette fois-ci au Kampuchea. Notre brochure Prague 10 ans après est toujours disponible. Prix 10 F ; passez vos commandes et libellez vos chèques à l'ordre du journal

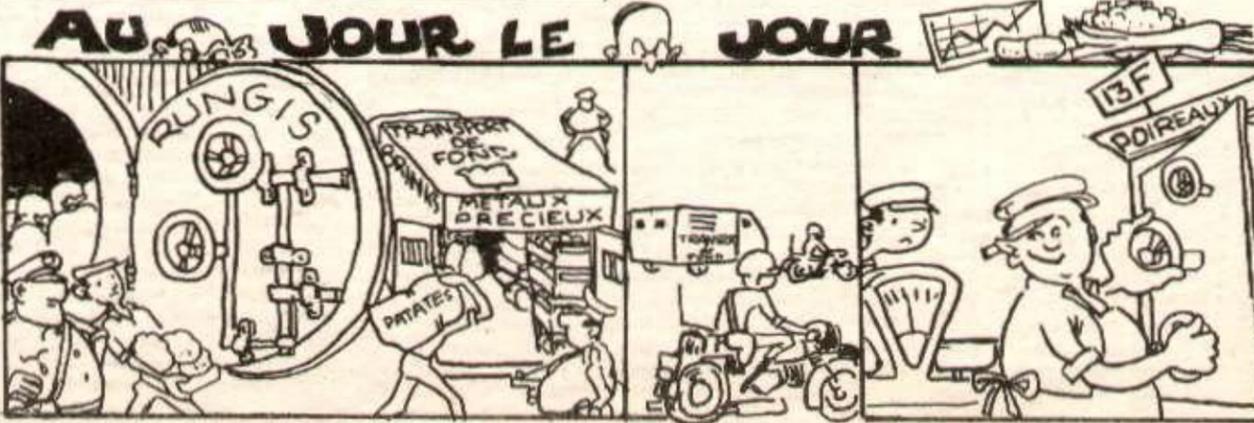
Communiqué du Bureau politique du PCRm-1

DEPUIS le 1er janvier, le peuple cambodgien fait face à une agression vietnamienne de grande ampleur. Appuyée par un armement lourd considérable - avions, chars, artillerie - 150 000 soldats vietnamiens occupent plus du quart du territoire du Kampuchea démocratique et aujourd'hui sa capitale, Phnom Penh. Après avoir multiplié les actes d'agression et les déclarations appelant au renversement du régime cambodgien, les dirigeants vietnamiens dévoilent aujourd'hui clairement leur objectif : tenter de s'assujettir le Cambodge en installant au gouvernement un pseudo front de libération - le FUNSK - qu'ils ont créé de toutes pièces.

Encouragés par la conclusion récente de leur traité d'amitié avec l'URSS, les dirigeants vietnamiens menacent gravement la paix en Asie du Sud-Est et favorisent la pénétration du social-impérialisme soviétique dans cette région du monde.

Contre l'expansionnisme vietnamien et son agression contre le Kampuchea démocratique, le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste assure le peuple cambodgien de son soutien à sa juste lutte de résistance contre l'invasion étrangère.

Paris le 7 janvier 1979



L'HUMANITE ROUGE - Vendredi 12 janvier 1979

Paris

+20% d'augmentation d'impôts locaux en 1979

Si Chirac vous dit que c'est à cause de l'Europe, ne le croyez pas

AU printemps 1978, les marxistes-léninistes de l'*Humanité rouge* de Paris avaient dénoncé le scandale de l'augmentation de plus de 17% des impôts de la capitale. Cette augmentation se confirme aujourd'hui. De La Malène, adjoint au maire de Paris, Chirac, et politicien bien connu pour son attachement aux affaires immobilières, vient de présenter le projet de budget de Paris. Ce projet qui prévoit 20% d'augmentation d'impôts pour 1979 sera soumis aux « zélus » parisiens lundi 15 janvier.

Pourquoi une augmentation aussi faramineuse ?

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour répondre à cette question ni de se livrer à une enquête bien minutieuse. Si les impôts locaux subissent une augmentation aussi invraisemblable, c'est pour faire payer aux contribuables et aux travailleurs de Paris l'augmentation des dépenses de fonctionnement de la police. En clair, Chirac veut augmenter le nombre de policiers parisiens pourtant déjà pléthorique quand il s'agit d'intervenir pour expulser des familles de leur logement comme dans le Marais. Voilà le pourquoi de l'augmentation, voilà ce que se garde bien de révéler à ses lecteurs l'*Humanité* qui dénonce « la politique de régression sociale à Paris » mais nullement la répression... puisque les dirigeants du PCF sont eux aussi pour l'augmentation des effectifs de police.

Toute une bataille s'est jouée pour savoir qui de la Ville de Paris ou des organismes centraux de l'Etat financerait cette augmentation. Certes la note serait de toute façon payée par les contribuables, que ce soit au niveau national ou parisien. Il s'agissait seulement de savoir à quel niveau augmenter les impôts pour prélever près de 150 millions supplémentaires. De plus, on était peu avant les élections législatives de 1978. Aussi, notre foudre de guerre, Chirac, a-t-il fait assaut de démagogie contre Barre. En décembre 1977, il affirmait que pas un sou de plus ne serait dépensé par la Ville pour contribuer aux dépenses de la police... Des promesses, ça ne coûte rien !

APRES LES ELECTIONS : VOLTE-FACE DE CHIRAC

Après les élections, tout en dénonçant l'« agression politique » dont il se plaignait amèrement, Chirac se résolvait à faire voter, le lundi 19 juin, en séance extraordinaire du Conseil de Paris, une augmentation de 7%. Ajoutez à ces 7% l'augmentation « ordinaire » de 10%, et voilà 17% d'augmentation. Apparemment, Chirac aime les chiffres ronds et a pensé logique d'arrondir la hausse à 20%. Voilà qui donne une idée à peu près exacte de la mentalité de ce politicien, chef du RPR, qui

déclare d'intention, les travailleurs de Paris savent bien que c'est lui, en personne, qui a accepté d'augmenter leurs impôts à la demande de Giscard et de

Barre. Et dès maintenant, c'est contre lui et ses compères qu'ils vont se tourner pour protester contre une telle augmentation.

Daniel MARAIN



« L'Europe, toujours l'Europe », a l'habitude de tempêter Chirac. L'Europe elle a bon dos. C'est pour augmenter nos effectifs de policiers-gourdis que Chirac à la demande de Giscard et Barre a augmenté les impôts locaux des Parisiens.

63 000 cadres au chômage

Le mécontentement grandit

LE chômage qui se développe et touche principalement la classe ouvrière frappe maintenant les cadres. Cela montre l'ampleur de la crise économique actuelle. En effet, ces hommes et ces femmes qui ont fait des études et que les patrons destinent à l'encadrement et à l'organisation du travail des ouvriers, eux aussi sont sacrifiés et licenciés quand il s'agit de sauver les profits des pa-

trons. Non seulement ils sont licenciés, mais ceux qui travaillent voient leurs revenus diminuer. C'est une ponction de onze milliards de francs qui sera faite sur leur salaire avec les mesures de la Sécurité sociale. Leurs frais professionnels seront plafonnés à 40 000 F pour les déductions d'impôt, les déductions supplémentaires pour frais professionnels ont été limitées elles aussi. On comptait 7 000 cadres

chômeurs en 1970. Ils sont neuf fois plus nombreux aujourd'hui : 63 000 selon les chiffres officiels, 7,5% des effectifs du secteur privé. En quatre ans le chômage des cadres a progressé de 155%. Or, il sort de plus en plus de jeunes cadres des écoles et ils trouvent de moins en moins de travail. 40% des cadres au chômage ont moins de quarante ans. 20% des offres d'emploi concernent des postes hors de France.

Cela explique le mécontentement qui gagne les cadres. D'ailleurs Yvan Charpentier avait été contesté lors du dernier congrès de la CGC. On lui reprochait ses hésitations et son manque de fermeté. Des manifestations sont prévues d'ici quinze jours. Charpentier a déclaré récemment à propos des mesures prises par Barre : « La communication du Conseil des ministres ne nous a pas appris grand chose. Nous demeurons sceptiques. La recherche de débouchés pour les cadres s'est naguère soldée par un échec cuisant. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ? Tout se passe comme si le gouvernement cherchait à apaiser notre grogne pour nous faire différer la grande manifestation que nous prévoyons pour le 29 janvier prochain. L'ampleur de la crise justifie d'autres mesures ». La seule solution pour les cadres c'est la lutte aux côtés de la classe ouvrière et sous sa direction.

Léon CLADEL

2 000 cadres sur 63 000

CE sont 2 000 cadres sur 63 000 qui sont touchés par les récentes mesures de Barre et Boulin, le ministre du chômage. Les préfets contribueront au reclassement de 1 000 cadres au chômage. Il y en aura 150 dans la fonction publique et 850 embauchés par des entreprises privées. 1 000 autres cadres seront embauchés par des agences départementales pour l'emploi, comme prospecteurs-placiers. Pour les autres, Boulin compte organiser des stages sur l'évolution des techniques, il entend aussi réorganiser les bureaux de recrutement privés et développer des agences spéciales pour les cadres. Un octroi supplémentaire de 15 000 F sera accordé comme encouragement à l'expatriation. Tous les cadres qui créeront une entreprise conserveront leurs droits sociaux sans cotiser pour autant. Dernière mesure : les concours de la fonction publique seront ouverts aux cadres sans considération de limite d'âge. Ces mesures ne résoudront pas le problème du chômage des cadres qui est lié à la crise économique du capitalisme. Il est bien sûr que lorsque les monopoles ferment des usines entières, licencient des milliers de travailleurs, ils mettent dehors les cadres en même temps que tout le monde. Par ces « mesures » de circonstance, le gouvernement entend désamorcer la colère.

LUTTE

Creusot-Loire : le PDG licencie Les ouvriers occupent

APRES la sidérurgie lourde, la sidérurgie fine, maintenant c'est au tour de Creusot-Loire d'annoncer près de 800 licenciements. Déjà 2 326 emplois y ont été supprimés récemment. La dernière vague date du début décembre ; là, ce sont 1 150 ouvriers qui ont été touchés. Dès l'annonce de la décision au comité d'entreprise, les travailleurs ont riposté. Ils ont occupé les usines de St-Etienne et de Firminy, à l'appel de la CGT et de la CFDT. Quand les capitalistes jettent par milliers les travailleurs au chômage, y a-t-il une autre solution que de passer à l'action dans l'unité, de se battre sur place ? Le Nord, la Lorraine, la Loire, imagine-t-on un peu ce qui sommeille comme puissance, comme possibilité de tenir tête aux licenciements si se concrétise une solidarité effective pour exiger du travail pour tous ! Frapper les capitalistes au portefeuille ! Bien sûr, ils ont les CRS et tout l'appareil d'Etat pour réprimer les travailleurs, mais les travailleurs eux ont la possibilité de bloquer la production et on sait la place que tiennent l'acier et les aciers spéciaux en particulier à notre époque.

Ils font partie des secteurs clés de l'économie. La plupart des réalisations industrielles en sont tributaires. La construction automobile représente le débouché principal (près de la moitié de la production). Les autres industries utilisatrices étant, par ordre d'importance décroissante : l'équipement ménager, l'équipement chimique et pétrochimique, les industries alimentaire et laitière.

Grâce au traitement thermique de l'acier dans des fours électriques et aux alliages avec les minerais non-ferreux, on obtient des aciers aux performances supérieures aux aciers au carbone ordinaire, surtout en ce qui concerne la résistance aux hautes températures, aux efforts mécaniques et à la corrosion. En France, ce sont Creusot-Loire (trust Empain-Schneider) et Ugine acier (PUK) qui se partagent le marché.

Récemment, André Giraud, ministre de l'Industrie, avait déclaré que ce qui le « préoccupait » le plus actuellement c'était les aciers spéciaux. En bon valet des trusts, Giraud licencie. Fidèles aux traditions de la classe ouvrière, les ouvriers de Creusot-Loire lui répondent : Occupation !

René BREAND

Déjà 1 800 000 chômeurs + ...

LA ROCHELLE :

A la CIT : 400 licenciements
STIMA (métaux) : 28
ATLAN (confection) : 50
PCAN (murs, rideaux en alu) : 50 à 60 et un point d'interrogation pour les 216 autres

ST-YRIEIX-LA-PERCHE (HAUTE-VIENNE) : Joyen (confection) : 87, les carnets de commandes étaient pourtant pleins pour quatre mois !

ST-OUEN L'AUMONE (VAL-D'OISE) : ACMM (constructions métalliques) : 50 (en grève)

ROANNE (LOIRE) : Papeteries de Navarre : 115 annoncés (débrayages)

ST-ETIENNE et FIRMINY : Creusot-Loire : 800

Explosion de la Betelgeuse

La Gulf Company s'oppose à l'enquête

ALORS que la Betelgeuse laisse s'écouler cinq tonnes de pétrole par heure dans la mer, la Gulf Company refuse de laisser interroger le seul témoin oculaire de la catastrophe. C'est à la Gulf qu'appartiennent les installations portuaires et ce n'est pas la première fois que des accidents se produisent. En 1974, une vanne restée ouverte a laissé s'échapper six mille tonnes de pétrole dans la mer. Il reste encore 35 000 tonnes dans les soutes de la Betelgeuse, 35 000 tonnes qui se déversent lentement dans la mer. Les hôteliers et les pêcheurs de l'île de Whiddy, réclament la fermeture du port.



Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité

Quand c'est la presse du matin qui vous apprend qu'il y a grève ...



Le 22 décembre, les travailleurs d'Usinor-Denain manifestaient contre les licenciements (Photo HR)

J'AI appris comme sans doute la plupart des travailleurs de Denain en lisant la presse ce matin (Liberté, le quotidien régional du PCF), que ce mercredi était journée de grève à Usinor et Creusot-Loire. Les travailleurs d'Usinor l'ont appris de la même façon sans doute en sortant du travail ou en y allant. Ni les travailleurs ni les syndicalistes rencontrés mardi soir n'en savaient rien, un tract diffusé mardi n'en parlait d'ailleurs pas. Si c'est pour de telles décisions que se réunissent les fédérations, si c'est cela la lutte, alors là ça n'est sûrement pas la bonne voie.

Ici, on s'est dit forcément que c'était pour les autres, pas pour Denain. Il n'y a pas eu grève, de toute façon c'était impossible de l'organiser. La rencontre tant vantée de toutes les fédérations syndicales est-elle une si bonne chose si aucune décision d'action n'a pu être prise? Quelles nouvelles discussions entre les fédérations faudra-t-il attendre, quelle table ronde encore avec ceux qui tirent les ficelles des plans de licenciements, quelles entrevues avec les ex-directeurs du genre Hue de la Colombe ou les nouveaux, style Etchegaray?

L'unité qu'il faut aux sidérurgistes, c'est celle qui se soude dans l'action, dans la lutte, comme elle s'est soudée aux services centraux à Trith. Quand ils étaient occupés, quand les

moquettes luxueuses étaient le terrain de discussions animées de milliers de gars enthousiastes, des milliers de gars? Il y avait aussi des femmes.

Le militant que j'ai rencontré aujourd'hui - 40 ans de boîte, vidé du jour au lendemain avec d'autres de son âge sous couvert de préretraite, en attendant la préretraite à 56 ans et 8 mois, me le dit non sans une légitime fierté: sa fille qui travaille aussi à Usinor (il n'y en a pas beaucoup) occupait aussi.

Elle était à la manifestation de Paris le 12 décembre. Elle était même en tête avec deux autres femmes. On la voit sur les photos. Lui, 40 ans de boîte, 40 ans de lutte, il a connu 1938 à l'époque où Barre s'appelait Paul Reynaud et où ces plans étaient des décrets.

Il y avait eu une sacrée lutte! 40 ans de boîte pour finir à l'électromécanique où c'est moins dur. Car la santé en a pris un coup; le laminoir, ça lamine l'homme aussi comme les fours les brûlent avec la poussière et le feu.

La chaleur brûlante du métal en fusion devant et le froid qui glace le dos l'hiver: c'est terrible. J'écoute sans l'interrompre et sans toujours comprendre son langage technique, l'histoire de l'usine, de sa modernisation mais qui retombe toujours sur le dos des travailleurs, l'atelier de 300 mètres de long d'où, en sept étapes, le lourd lingot d'acier sort en plaques immenses à une vitesse incroyable!

Cet atelier, il est là, à 50 mètres de la maison qu'il habite, dans la cité Usinor. De l'autre côté, après 200 mètres de maisons semblables à la sienne, il y a le stade Usinor, la salle des fêtes Usinor d'où j'ai vu sortir tout à l'heure quelques personnes avec des cadeaux Usinor et un peu plus loin encore l'école privée d'Usinor, la médecine du travail d'Usinor, une rue Usinor, ah non, erreur, la plaque indique « Rue privée appartenant à la société d'Anzin », c'est un héritage de l'ancêtre.

Ce travailleur-là n'est plus actif, puisqu'il est des premières fournées de licenciés du plan acier. Lui qui a connu l'usine avec plus de 10 000 ouvriers. Mais à

quoi pense ce militant, qui, à la CGT, a consacré tant de temps aux réunions, à l'action syndicale, en plus du travail déjà éprouvant?

Il pense à la lutte. Lui dit qu'il n'est plus dans le coup, mais chacune de ses paroles prouve le contraire. L'occupation de Trith, la manifestation du 22 - avec 35 000 personnes à Denain, plus que la population totale de la ville - voilà des preuves de la volonté de lutte.

On parle de l'unité avec la Lorraine, avec Dunkerque, avec Fos, avec les Allemands. « L'unité, c'est bien la chose la plus précieuse ». Il demande: « Qu'en pense-t-on à Paris? » Et je réponds: « A Paris, les ouvriers, les tra-

vailleurs regardent la sidérurgie. S'il y a une riposte sérieuse, si ça a l'air d'être du solide, la solidarité il sera possible de l'organiser. L'occupation de Trith, ça faisait solide. »

C'est vrai que cela compte, que la solidarité est nécessaire, car les salaires de décembre ont déjà été bien amputés par le chômage technique, les jours de grève. Mais dans huit mois ce sera pire. C'est bien maintenant qu'il faut se battre!

Nous repartons sur Mai 68, « qui n'a pas suffi » dit-il « preuve qu'on n'était pas encore assez » mais « on a-t-on bien tiré tout ce qu'on pouvait de ce mouvement? Je commence à lui dire notre point de vue sur l'attitude d'alors et de-

puis longtemps des gens du parti communiste. Il est membre de ce parti, il m'interrompt: « Je sais, vous vous êtes plus révolutionnaires, il en faut, chacun ses idées, mais on est du même côté. » ...

Où que nous soyons, dans nos syndicats, dans nos boîtes, faisons savoir aux sidérurgistes que nous sommes prêts à soutenir leur lutte, sitôt qu'ils la déclencheront! Le temps presse! Il n'y a rien à espérer des plans de sauvetage, après ceux de démolition de Barre et consorts.

Seule la lutte peut imposer l'annulation des licenciements.

Par notre envoyé spécial Gilles CARPENTIER.

Sidérurgie

Les conséquences du plan Davignon pour quelques pays européens

LA CEE a désigné le vicomte Davignon pour élaborer un plan de restructuration dans la sidérurgie européenne. Nous avons parlé du fondement de ce plan, de la rentabilisation de ce secteur. Nous voyons aujourd'hui les conséquences particulières pour l'Allemagne, le Luxembourg et la Belgique.

Monsieur Davignon n'est pas personnellement responsable des licenciements dans la sidérurgie. Chaque pays applique des mesures particulières en tenant compte de ses intérêts, des rapports de force entre groupes, etc. Mais les avis de Davignon sont pris en compte globalement parce qu'ils répondent aux besoins globaux des capitalistes de la sidérurgie.

L'ALLEMAGNE

Sur les 17 591 emplois supprimés dans la sidérurgie allemande entre décembre 1975 et novembre 1978, 3 148 l'ont été sous forme de licenciements qui ont essentiellement touché les travailleurs immigrés.

LA BELGIQUE

Un « accord » sur la préretraite à 55 ans a été signé il y a plusieurs années déjà. Au total, 6 850 emplois devront être supprimés encore.

LUXEMBOURG

La préretraite est obligatoire à 57 ans. 1 400 « départs » de l'usine de Rodange-Athus ont été facilités par un « accord » signé entre le gouvernement, le patronat de la sidérurgie (ARBED) et les syndicats.

LES CONSÉQUENCES ULTIMES DU PLAN DAVIGNON POUR LES PAYS EUROPEENS

Ce que cherchent les capitalistes de l'acier en Europe, c'est un repartage des marchés par les concentrations et les fusions.

Ce partage des marchés ne se fait pas sans lutte. Il se fait au prorata des rapports de force. C'est pourquoi on assiste à deux phénomènes parallèles: une concentration et une rationalisation des entreprises au sein d'un pays et la recherche des meilleurs accords possibles avec les partenaires

de la CEE. Tous les monopoles sidérurgiques se tournent vers une stratégie de groupe.

Ainsi en Grande-Bretagne la sidérurgie est nationalisée. En France, à terme, Usinor et Sacilor-Sollac vont dominer le marché.

Le plan Davignon ne vise pas à restreindre la concurrence entre les groupes par le jeu des fusions, au contraire. Il vise à rentabiliser les unités de production dans certains domaines, par exemple les produits plats (tôles d'acier, etc). Ce faisant, tous les canards boiteux sont éliminés; bien sûr, dans ce plan les travailleurs ne comptent pas.

D'ailleurs dans cet ordre d'idées, Davignon déclarait: « La phase de restructuration aboutira certainement à un nombre rétréci d'entreprises sidérurgiques. Mais ce n'est pas le nombre qui compte. La concurrence se mesure par rapport à l'étendue du marché. Et dans cet ordre d'idées, il ne faut plus penser « marché européen », il faut penser « marché mondial ».

Concrètement, pour améliorer la rentabilité, retrouver un taux de profit « acceptable » - pour les patrons bien sûr - il faut limiter les coûts de production.

Un des moyens est de faire éponger les passifs des groupes par l'Etat. Celui-ci rachète une partie des passifs en émettant des obligations. C'est ce qui s'est fait en Belgique pour Cockerill et en France, pour Usinor, Sacilor-Sollac et La Chiers. L'Etat devient propriétaire d'une part des capitaux par l'utilisation des impôts payés par les travailleurs et les dépôts d'argent de ces derniers en banque.

L'autre moyen est d'améliorer la productivité: les secteurs non rentables sont balancés, pour les travailleurs qui restent c'est l'augmentation de la charge de travail, par l'introduction de nouvelles méthodes de production. Ainsi pour Cockerill, en Belgique, il y a eu 4 500 licenciements en 1977 et 1978. Il y aura encore 1 500 suppressions d'emplois à Liège dans les mois qui viennent.

La productivité a été très concrètement améliorée sur le dos des travailleurs. Il fallait 12,6 heures pour fabriquer une tonne d'acier en 1975, pour les dix premiers mois de 1978, il fallait 9,3 heures. Et les derniers mois, 8,2 heures à la tonne. On mesure ainsi le degré d'exploitation atteint dans les bagnes de la sidérurgie.

Lyon

Les professeurs et les élèves des écoles normales manifestent

UN important mouvement de contestation s'est déclenché parmi les professeurs et élèves des écoles normales de Lyon, Bourg-en-Bresse et de Saint-Etienne. En effet, le pouvoir a décidé de supprimer de nombreux postes de professeurs dans les trois écoles et le recrutement des élèves-instituteurs sera réduit. C'est pourquoi normaliens et professeurs ont décidé de faire grève ensemble.

Mardi 9 janvier, ils ont forcé la porte du rectorat où se tenait une réunion entre le recteur et les directeurs des trois écoles. Ils ont pu discuter avec une partie des directeurs, les autres s'étant enfuis par la fenêtre!

Depuis, la grève s'organise et les grévistes se réunissent en assemblée générale régulièrement. Jeudi 11, ils vont manifester devant la préfecture car le préfet doit recevoir Beullac, ministre de l'Éducation. Ce mouvement ne sera sûrement pas isolé dans les écoles normales, car le gouvernement envisage de supprimer en tout 400 postes d'enseignants dans les écoles normales, ce qui entraînerait la diminution du recrutement de 1 500 normaliens.

POLITIQUE ET SOCIAL

PARTIS

Divisions au sein du RPR

Reflet des contradictions entre RPR et UDF

AUJOURD'HUI, jeudi 11 janvier, se tient un séminaire du RPR réunissant ses parlementaires et ses ministres. L'envergure de ce séminaire sera limitée, de fait, par l'absence de Chirac — obligé de poursuivre ses cours de rééducation !

Cependant, il va nous permettre de compter les forces regroupées derrière Chirac et celles opposées au chiraquisme.

Il est certain que les thèmes développés vont tourner autour de l'Europe. Depuis l'appel lancé le 6 décembre par Chirac depuis son lit de l'hôpital Cochin, les événements semblent se précipiter au RPR.

Mais quels événements ? Le débat et les contestations au sein du RPR portent-ils principalement sur l'approbation de la politique européenne de Giscard (comme voudraient nous le faire croire les différents ténors) ou sur le soutien ou non à la politique globale de Giscard ? Certes, la tendance chiraquienne monte en épingle la politique de De Gaulle sur l'Europe — intégration de la France à l'Europe à condition qu'elle y mène sa barque et y devienne le leader — pour se démarquer de Giscard d'Estaing, « qui se soumettrait à la volonté des partis étrangers ». Mais cet argument est plutôt un prétexte. On sait bien que la politique de Giscard n'est pas de se soumettre au capitalisme allemand comme le montre le différend, mais bien au contraire d'utiliser l'Europe capitaliste pour les profits de la France capitaliste. Les raisons de l'opposition du RPR (Chirac, Debré et compagnie) à Giscard résident sans doute dans les intérêts des monopoles auxquels la concurrence allemande porte ombrage. Il semble également que le but poursuivi par le RPR, par Chirac, soit de reconquérir l'électorat que Giscard lui a dérobé, en utilisant pour cela le discrédit de la politique anti-populaire de Barre. Car au-delà des élections européennes, le RPR prépare les élections présidentielles de 1981. En effet, le pouvoir la main-mise sur les appareils d'Etat, sur les rouages de l'économie capitaliste française a échappé, en grande partie, au RPR depuis qu'il n'est plus majoritaire au gouvernement.

Nous reviendrons plus en détails, sur les contradictions et en même temps sur les intérêts communs du RPR et de l'UDF au moment du congrès du RPR sur l'Europe fin janvier. *Nathalie VILLOTIERS.*

REPRESSION ANTISYNDICALE

Un procès intenté par des patrons à un syndicat

PROCÈS PATRONAL CONTRE LE BETOR-PUB. C.F.D.T.

- Parce qu'ils ont osé défendre leur emploi
- Parce qu'ils se sont donnés les moyens de lutter

'BALLESTER-MARECHAL CONSULTANTS' ATTAQUE LES GRÉVISTES DE MAI 1978 et RECLAME 300.000 F de dommages et intérêts

PROCÈS ANTI-GRÈVE REPRESSION SYNDICALE

venez tous soutenir la section en assistant au procès le...

MERCREDI 17 JANVIER 1979
au TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS à 13h30 (1ère CHAMBRE)



Affiche réalisée par les travailleurs de Ballester-Maréchal-Consultants en lutte contre la répression syndicale et les licenciements

BALLESTER-Maréchal consultants est une petite entreprise de marketing et de conseil. Un des patrons, Ballester, avait déjà acquis une certaine célébrité lorsqu'il joua, en 1971, son propre rôle de « marketing-man » UDR dans le film « Aux urnes citoyens ». L'autre, a pour slogan publicitaire : « J.F. Maréchal, l'homme qui n'a pas le droit de se tromper deux fois ». Les deux larrons ont les dents longues : prétendant concurrencer les grands du secteur, IFOP SOFRES, ils embauchent, achètent un immeuble, absorbent l'IRCOM.

Mais ils souffrent d'un mal, partagé par beaucoup d'autres petits patrons de leur acabit : ils sont allergiques à toute présence syndicale.

Lorsque le BETOR PUB syndical à Ballester-Maréchal-consultants en février

Taux anormal de leucémie près du champ de tir atomique au Nevada (USA)

UN document officiel américain qui était gardé secret depuis 1965 révèle qu'à l'époque les services de santé avaient décelé un taux anormalement élevé de leucémies et de certains cancers dans l'Etat de l'Utah. Ce phénomène semble lié directement aux explosions nucléaires qui avaient été effectuées entre 1948 et 1962 sur le champ de tir du Nevada. A l'époque de ces expérimentations, les services officiels avaient assuré la population de l'Utah (Etat proche du champ de tir) qu'elle n'avait rien à craindre de ces expériences. Or, entre 1948 et 1964, le taux de leucémies et de certains cancers dans cet Etat était de 47 % supérieur à la normale.

De nombreux faits (parmi lesquels figurent l'étude ci-dessus) prouvent que même des irradiations à faible dose accroissent notablement les risques de cancers et de leucémie chez les personnes irradiées.

1978, celui-ci est immédiatement convoqué : Ballester et Maréchal, en personnes, lui expliquent que la création d'une section syndicale (la première dans leur entreprise) était une démarche « soit con, soit malhonnête » et que, eux, savaient où tout cela allait finir... Et la tension ne fait que monter... La direction par tous les moyens s'ingénie à saper cet embryon de présence syndicale.

— Ambiguïté de sa part pour reconnaître le délégué syndical sous le prétexte que l'effectif n'atteignait pas 50 (mais sans contester cette désignation devant le tribunal... simple oubli de sa part).

— Blocage dans les négociations, pour élire des délégués du personnel et un comité d'entreprise, par le refus de reconnaître les 400 enquêteurs (travailleurs intermittents) dans l'effectif de l'entreprise.

Cette intention de se débarrasser de « gêneurs » se concrétise par une demande de licenciement économique d'un service... où (hasard, hasard...) se trouve le délégué syndical. La majorité du personnel se met alors en grève. A la surprise de Ballester et Maréchal, mais pas du syndicat : cette dernière ficelle un peu grosse s'ajoute en effet à d'autres pilules que le personnel avait eues du mal à avaler :

- Un employé congédié, pour... homosexualité !
- Une gestion des plus avantageuses : location de vastes locaux, publicité ta-

Souscription

Il nous faut encore 5 millions

La lettre d'un lecteur

Chers camarades,

Ma négligence est impardonnable. J'aurais dû vous régler depuis longtemps, sachant les difficultés financières que connaît notre journal et notre parti. Cependant, nous sommes à une période difficile, un salaire de 2 200,00 francs pour ma femme, moi et notre bébé. Cela vous aidera à comprendre.

Je vous règle donc le prix de l'abonnement pour trois mois, soit 20 francs plus un nouvel abonnement de trois mois plus 10 francs de soutien. J'espère par la suite pouvoir aider le parti financièrement dès que nos moyens seront meilleurs.

Ci-joint un chèque de 50,00 francs. Si il y a un litige quelconque, n'hésitez pas à me le signaler. Salutations fraternelles. Meilleurs vœux à tous les camarades du journal.

Liste de souscription

| | |
|---|--------------|
| Total précédent: | 142 504 F |
| Hérault | 1 000 F |
| Sarthe | 265 F |
| Dijon | 88 F |
| Loire-Atlantique | 50 F |
| Marseille | 700 F |
| Cellule P. Sémard PCML Bordeaux | 215 F |
| Librairie La Force du livre Lyon | 100 F |
| M. Finistère | 670 F |
| R. Nantes | 550 F |
| Martigues Port de Bouc Bouche du Rhône | 93,30 F |
| Des camarades Clermont Ferrand | 335 F |
| Un ouvrier mécanicien de la JCMLF Lorient | 100 F |
| Une partie du 13e mois conquête des travailleurs de ma boîte J.H. Lorient | 1 000 F |
| G.D. son fils 15 ans, sa mère Loudéac | 150 F |
| Militants et sympathisants Morlaix | 200 F |
| Cellule du PCML Tours | 204,20 F |
| Porte à porte, marché et personnel St-Herblain | 414,50 F |
| CP Paul Vaillant Couturier du PCML Vannes | 854 F |
| Supplément à réabonnement quotidien : | |
| D.P. Lille | 10 F |
| H.R. Paris | 20 F |
| F.J. Tours | 40 F |
| Supplément à réabonnement bimensuel : | |
| G.J.L. Rennes | 12 F |
| F.P.H. Agen | 10 F |
| Nouveau total au 9 janvier 1979 | 149 587,90 F |

pageuse, diversifications telles que : commercialisation d'huîtres surgelées, lancement d'un parfum, de la revue morte née « Elu par vous »..., sans parler d'un sondage dont le Canard Enchaîné se fait l'écho sur Hersant déclaré vainqueur !

Les licenciements économiques sont refusés par l'Inspection du Travail, après une grève de sept jours, appuyée par divers syndicats. Ballester et Maréchal ouvrent des négociations et acceptent rapidement... l'élection de délégués.

De fait à l'empirisme de cette répression, va succéder une politique plus raffinée pour laquelle Ballester et Maréchal ont bénéficié de la solidarité patronale.

Une répression s'abat dès le retour au travail. Tous les ingénieurs grévistes sont déssais de leurs dossiers. La direction met en place une nouvelle équipe de travail qui les « double ». Malgré l'intervention de l'Inspection, elle persiste : elle met ainsi en péril son équilibre commercial et financier aboutissant... au dépôt de bilan.

Sciemment (Ballester aura le lapsus merveilleux en comité d'entreprise de dire : « Je me suis mis en cessation de paiement »... vite repris par son avocat présent !) elle coule la boîte... Le 31 juillet les délégués sont élus et le 4 août, dépôt de bilan ! Non seulement la direction met les revendications au panier... mais elle met à la porte : le Tribunal de commerce (composé de juges non professionnels élus — en réalité cooptés parmi les com-

merçants et les industriels) statue pour un règlement judiciaire, là où l'Inspection au vu du même dossier financier jugeait la situation soutenable pour l'entreprise (BM avait racheté l'IRCOM en début d'année 1978 pour 300 000 F) !

Me Labrely, syndic, les licencie tous, sans respecter la procédure prévue pour les personnels protégés (demande d'autorisation du licenciement au Comité d'entreprise et à l'autorité administrative).

Une nouvelle phase est ouverte avec la création d'une « Nouvelle société d'Exploitation Ballester Maréchal » où les mêmes Ballester et Maréchal se trouvent employés. La ficelle est toujours aussi grosse puisque le gérant est un directeur de la filiale IRCOM !

La direction, pour faire diversion sur l'essentiel, attaque les syndicalistes en justice en demandant des dommages et intérêts suite à la grève. Elle réclame 300 000 F de dommages-intérêts (en somme, grosso modo, le déficit qu'elle imputait au département qu'elle voulait liquider... !)

Il faut que tous les travailleurs des entreprises de marketing, sondage, publicité, répondent tous ensemble à ces patrons :

- Non à la répression syndicale. Unis pour imposer nos droits !
- Exigeons la réembauche des syndiqués licenciés dans la « nouvelle société » !
- Ripostons au procès intenté au Betor par une présence massive le 17 janvier, à la 1e chambre du Tribunal de grande instance de Paris, à 13 h 30.



Un « logement » du foyer de la rue de l'Yser à Saint-Denis

Nord Coignet licencie

COIGNET est une entreprise de constructions préfabriquées (logements, hôpitaux, etc.). Elle possède des usines à Rouen, Rosny-sous-Bois et dans le Nord à Lille et à Houplin-Encoise. Cette dernière a été construite il y a six ans dans le but de remplacer celle de Lille qui ne suffisait plus techniquement. Jusqu'ici les deux usines ont toujours tourné. Et brutalement la direction a pris la décision de fermer l'usine de Lille pour des raisons économiques. Ce qui provoqua vingt licenciements pour le 15 janvier et 49 pour le premier février. La décision n'a été connue que trois semaines avant. La raison invoquée est qu'il n'y a plus de commandes et qu'il ne reste que deux mois de travail sûr pour l'usine d'Houplin. Mais est-ce véritablement la seule raison ?...

N'est-ce pas plutôt pour augmenter ses marges bénéficiaires et pour arrêter la production d'usines anciennes très peu productives ? Modernisation et concentration de la production oblige !

De plus dans les vingt premiers licenciés, la direction se débarrasse des délégués CGT, afin d'avoir les mains libres pour les quarante-neuf autres. Pour s'organiser, les ouvriers affrontent de nombreuses difficultés : le fait qu'ils soient dispersés et la direction leur interdit de téléphoner à l'UL-CGT. Et quelle action mener par rap-

port à tout cela ? Pour gagner et garder nos emplois, Houplin, Encoise, Lille, Rouen, Rosny, solidarité.

Un ouvrier marxiste-léniniste de chez Coignet

Communiqué de presse des résidents du foyer de l'Yser

« Nous voulons être relogés, tous ensemble, avec le statut de locataire »

NOUS, résidents du foyer du 9, rue de l'Yser à St-Denis, depuis août 1976 nous sommes en lutte pour avoir un logement décent. Nous sommes des immigrés Algériens, Maliens, Tunisiens et Marocains. Nous habitons dans des baraques en tôle à 16 personnes par petite chambre. En hiver, il fait froid et en été il fait

trop chaud. Pour aller à la toilette, on fait 60 mètres dehors.

Nous ne sommes pas considérés comme des êtres humains. Le foyer est situé au-dessous des lignes à haute tension, à côté de la décharge à ordures et la station d'épuration des eaux. A cause de ces conditions de logement huit personnes ont été touchées par la tuberculose l'année dernière.

Nous avons distribué des tracts au marché, nous avons fait une journée porte ouverte, nous avons envoyé des lettres à la municipalité de St-Denis et à l'ODHLM le gérant du foyer pour obtenir un relogement.

C'est à la suite de notre lutte que la municipalité et l'ODHLM sont enfin venus pour discuter avec nous le 11 avril 1978. Au mois de juillet 1978, le préfet a donné son accord de principe pour le relogement dans une nouvelle construction à St-Denis. L'ODHLM sera le constructeur.

La municipalité dit qu'elle offre le terrain situé au 78 et 84 boulevard Marcel Sambat, en fait elle veut le vendre au département, mais ce terrain doit être d'abord échangé avec l'EDF et cela traîne.

L'ODHLM nous a exploités depuis 1972 et jusqu'à présent elle n'a pas fait le nécessaire pour avoir des crédits de la construction.

Nous, les résidents, nous voulons un relogement dans les meilleures conditions. Nous voulons être relogés, tous ensemble, avec le statut de locataire et géré par l'ODHLM. Nous demandons à la population de St-Denis et d'ailleurs de nous soutenir.

Les résidents du foyer de 9, rue de l'Yser à St-Denis

Au Moderne Palace-Hôtel à Paris

De l'argent pour le théâtre et les haras mais pas pour les salaires

LES employés du Moderne Palace Hotel qui avaient fait quatre jours de grève en septembre pour des augmentations de salaires viennent de manifester, vendredi dernier devant le Royal Malesherbes pour exiger le paiement de leur salaire de décembre. En effet, aucun des employés de la Chainotel n'avait reçu sa paie. Barroux, le PDG de cette chaîne de cinq hôtels, (dont le Moderne Palace Hotel et le Royal Malesherbes) possède aussi le théâtre Hébertot et un haras de 18 chevaux en Normandie, lourde charge car théâtre et chevaux apportent des revenus bien aléatoires... et il semble bien que les hôtels et en particulier le Moderne Palace Hotel servent à financer les marottes déficitaires de Barroux, 35 millions y seraient passés.

Dans ces conditions, on comprend qu'il y ait des difficultés à trouver les

paies des salariés des hôtels. Les travailleurs du Moderne Palace hôtel et leur section CGT sont décidés à défendre leurs droits. Ils ont commencé par exiger leur salaire et ont menacé d'occuper le théâtre. Devant leur détermination, le directeur a promis que la paie de janvier serait versée sans problème et il a payé décembre.

LA REUSSITE D'UN PATRON

Patrick Barroux, PDG de la Chainotel, c'est aussi un personnage du « monde », c'est-à-dire de son monde celui dont la réussite est vantée dans le Tout Paris. Ses chevaux (170 hectares de haras) et son théâtre (Hébertot) le préoccupent plus que le sort de ses employés. Pourtant, dans ses activités mondaines, il développe une bonne idéologie de patron : la réussite c'est l'argent. Pour les

courses, on ne s'étonne pas. Quant au théâtre, on a tout de suite une idée du choix culturel fait par le PDG : pas la qualité mais des pièces commerciales, qui rapportent et qui abrutissent.

« J'estime que toute exploitation doit être rentable, dit-il, les chevaux pas plus que le théâtre ne sont une affaire de mecène. Il faut faire certains sacrifices pour réussir. Mais ces sacrifices doivent être réfléchis... »

On a tout de suite compris de quels sacrifices il s'agissait en l'occurrence : de celui des employés des hôtels qui auraient leur paie en retard !

LE THEATRE AU SERVICE DES PATRONS

« Mon père avait raison... L'école des cocottes » sont des pièces qui ont été jouées

au théâtre Hébertot, dont l'exploiteur Barroux est propriétaire. La première pièce est de Sacha Guitry, qui faillit être fusillé après la libération de Paris pour sa collaboration avec les nazis. Quant à la seconde, inutile de parler des idées méprisantes qu'elle répand sur les femmes. Montrer les gens comme des idiots, montrer que les autres travailleurs sont des imbéciles, de telles idées permettent aux capitalistes de pouvoir continuer à vivre tranquillement de l'exploitation des masses populaires. Une pièce montrant aux travailleurs la nécessité de s'unir et de se battre comme l'ont fait récemment victorieusement les salariés du Moderne Hôtel Palace, ce n'est pas demain qu'on la verra au théâtre Hébertot. Une preuve de plus que dans la société capitaliste, c'est la bourgeoisie qui contrôle la culture.

Claire MASSON.

PARIS

Meeting de soutien au peuple iranien

A l'appel de UEIF, PCRml, PCML, UCF, OCF. Le jeudi 18 janvier à 20 h 30. Mutualité, salle B, Metro Maubert-Mutualité.

LILLE

Soirée d'information sur le Kampuchea démocratique

Le vendredi 12 janvier à 20 h 30 salle de l'ILEP (ancienne bibliothèque universitaire), 1, place Georges Lyon - Lille. La soirée sera animée par Annie Brunel, membre de la délégation du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) qui a effectué un voyage de 1 000 kilomètres au Kampuchea démocratique au mois de septembre 1978. Exposition de photos sur le nouveau Cambodge, projection commentée de diapositives de voyage, livres, brochures et presse sur le Kampuchea démocratique.

ROUEN

Une campagne pour la libération des détenus politiques marocains.

Maroc : 500 détenus politiques, peut-être beaucoup plus, sont aujourd'hui dans les prisons marocaines et ceci dans des conditions sanitaires et d'isolement scandaleuses. Une centaine de détenus attendent depuis plus de dix-huit mois dans la prison de Meknes d'être jugés. Les comités de lutte contre la répression au Maroc, qui se fixent aussi pour but de soutenir les luttes du peuple marocain, lancent, début 1979, une campagne pour la libération de tous les détenus politiques. Pour prendre contact avec le comité de Rouen : permanence tous les samedis de 16 h à 18 h à la librairie « Rencontres » - 102, rue St-Hilaire.

LYON

La politique étrangère de la Chine.

Cette conférence-débat organisée par l'Association des amitiés franco-chinoises est animée par François Boursier, membre du comité national des Amitiés franco-chinoises à 20 h à la Maclay, 23, rue Tramassac.

La situation intérieure en Chine

Cette conférence organisée par l'Association des amitiés franco-chinoises et animée par Hélène Marchisio, secrétaire générale des Amitiés franco-chinoises aura lieu le mardi 6 février à 20 h 30 à l'El Dorado - 35, rue du Commandant Fuzier.

REIMS

Journée porte-ouverte dans un foyer Sonacotra.

Cette journée est organisée par les résidents des foyers Sonacotra Bienfait et Siegfried qui sont en grève depuis trois mois.

Elle aura lieu le samedi 13 janvier de 12 h à 20 heures au foyer Bienfait - 1, rue du docteur Bienfait (près du pont d'Épernay) à Reims. Animation, diapositives, exposition, film-débat. Pour vous informer, pour marquer votre solidarité, participez à cette journée porte ouverte.

VENTE CALENDRIER

Nous demandons à toutes les cellules et à tous les camarades de transmettre dans les plus brefs délais les règlements des calendriers déjà vendus, sans attendre la vente complète. Précisez « Pour les calendriers 1979 » sur vos chèques et règlements.

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge
205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP : 30 226 72 D La Source Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978

POUR LES
35 HEURES

— HR : La grève actuelle des sidérurgistes est l'une des plus importantes qu'ait connues l'Allemagne depuis bien longtemps. Comment a-t-elle été déclenchée ? Et pour quoi se battent les ouvriers ?

KARL-HEINZ HUTTER : La grève des sidérurgistes, qui dure maintenant depuis déjà six semaines, est la première grève organisée par le syndicat en Allemagne fédérale depuis cinquante ans. Les véritables raisons de cette grève doivent être recherchées dans la crise actuelle de la sidérurgie et dans la grande vague de restructurations. Conformément à une décision du Congrès syndical de 1975, le syndicat des métaux, IG Metall, a avancé comme revendication centrale et unique la réduction du temps de travail et l'instauration de la semaine de 35 heures sans diminution de salaire. A cela s'est ajouté le fait que les négociations sur cette réduction du temps de travail ont traîné en longueur, si bien que dans le courant de l'automne, la convention salariale est venue à expiration, et qu'à la revendication concernant le temps de travail s'est ajoutée celle d'une augmentation de salaire fixée par IG Metall à 5%. Mais la réduction du temps de travail est la revendication principale. Elle est liée aux très mauvaises conditions de travail dans les hauts fourneaux et aux laminoirs (le bruit, la chaleur, les gaz). Elle vise aussi à défendre le plein emploi. IG Metall n'estime pas que la réduction du temps de travail permettra de créer de nouveaux emplois. Il s'agit simplement de maintenir ceux qui existent actuellement.

VOTE MASSIF POUR LA GREVE

Il y eut toute une série de négociations qui ne menèrent à rien. Puis fut organisé un vote des 200 000 sidérurgistes qui y participèrent pratiquement à 100% et ils se prononcèrent à 87% pour la grève. Il y eut ensuite un second round de négociations. Le 28 novembre commença la grève des sidérurgistes, d'abord dans huit entreprises qui rassemblaient à peu près 37 000 travailleurs. Trois jours plus tard, les capitalistes décidèrent de lock-outer ces travailleurs, ainsi que ceux de trois autres entreprises, si bien que quelque 60 000 travailleurs furent touchés par la grève et le lock-out.

— HR : La grève dure depuis maintenant six semaines. Quelle a été, et quelle est l'attitude de la direction du syndicat IG Metall ? Soutient-elle les revendications et la lutte des travailleurs ? Qu'en est-il exactement ?

KARL-HEINZ HUTTER : Il faut d'abord dire que cette grève est organisée de telle sorte qu'elle ne frappe pas vraiment au cœur des intérêts des magnats de la sidérurgie ni des capitalistes dont les entreprises dépendent de la sidérurgie. Par exemple, le syndicat n'a organisé la grève que dans quelques entreprises, et cela est critiqué par bien des travailleurs depuis le début de la grève. Deuxièmement,

Les sidérurgistes allemands six semaines en grève

Interview de Karl-Heinz Hutter, membre du Comité Central du Parti Communiste d'Allemagne (KPD)

AU début de cette semaine, un compromis a été conclu entre les syndicats allemands et le patronat : 4% d'augmentation, plus une extension des congés — mais cela ne correspond pas à ce pour quoi les ouvriers faisaient grève : la semaine de 35 heures. Aussi des ouvriers ont-ils été à la direction syndicale avec des banderoles : « *Le compromis, c'est une trahison.* »

Mardi et mercredi, a eu lieu un vote sur ce « compromis ». Seulement 49,5% des travailleurs ont voté pour (et les voix des abstentionnistes sont comptées dedans !). Dans certaines entreprises, 90% des grévistes ont rejeté le « compromis ».

Le travail a repris dès mardi. Il suffit en effet que 25% des voix soient pour la reprise pour que la direction syndicale puisse la décider !

Pour les travailleurs, certes la grève aboutit à une défaite revendicative, mais tout au long de ces six semaines, ils ont élevé leur conscience de classe et leur combativité. Et c'est là un acquis d'importance.

J.S.



Karl Heinz Hutter accompagnait la délégation du PCML lors de sa visite aux sidérurgistes en grève de l'usine Mannesmann à Duisbourg. De gauche à droite : deux grévistes ; Karl Heinz Hutter ; un gréviste ; André Druesne, membre du Comité central du PCML ; un gréviste et Marcel Grégoire, un sidérurgiste lorrain, membre du PCML

la direction syndicale a accepté que soit organisé un service de sécurité pour que les hauts fourneaux, etc. continuent à fonctionner. Ce n'est pas là un moyen de faire pression sur les capitalistes de la sidérurgie ! La grève, ça devrait signifier un arrêt de ces hauts fourneaux, et après la grève, on n'aurait qu'à les redémarrer lentement. Alors que maintenant, on les laisse en parfait état de fonctionnement.

LA DIRECTION SYNDICALE LAISSE TOMBER LES 35 HEURES

Les négociations avec le patronat se sont poursuivies sur la question de la réduction du temps de travail, et, dans un premier temps, elles n'ont donné aucun résultat. Après, le gouvernement est intervenu par l'intermédiaire du ministre du Travail de Rhénanie-Westphalie, Farthmann. Les ouvriers le connaissent bien, parce qu'il a déjà été plusieurs fois auparavant médiateur. (Bien que dans la sidérurgie, il n'y ait aucune réglementation qui prévoit

l'intervention d'un tel médiateur.) Mais il n'a pu y avoir aucun accord, parce que les capitalistes n'ont pas voulu céder. Après, les capitalistes ont fait une proposition : six semaines de congé pour tous. Mais pas de passage à la semaine de trente-cinq heures. Actuellement, à peu près 70% des sidérurgistes ont déjà 27 jours ouvrables de congés. Six semaines, ça représenterait donc trois jours de congé en plus. Pour les jeunes, ça ne serait plus avantageux. Mais ces propositions ont été repoussées, car ce n'est pas sur les congés qu'on négocie, mais sur la réduction du temps de travail. Alors, une nouvelle proposition a été faite : extension des congés, quelques journées de travail en moins, une augmentation salariale de 3%. Ces propositions ont été discutées par les travailleurs, mais elle a reculé point par point face à la pression des capitalistes, pas seulement en ce qui concerne l'extension de la lutte que pour les revendications. Au début, elle parlait de passage de 35 heures à la semaine

de 35 heures, mais maintenant, elle ne parle même plus de passage progressif, elle ne parle plus que de journées supplémentaires de libres et d'allongement des congés, avec une augmentation de salaires. C'est là une trahison des intérêts des sidérurgistes.

— HR : Alors, la direction de IG Metall a trahi les revendications des travailleurs sur la semaine de 35 heures ?

UNE VRAIE TRAHISON

KH HUTTER : Elle a fait comme si elle soutenait fermement les revendications des travailleurs, mais elle a reculé point par point face à la pression des capitalistes, pas seulement en ce qui concerne l'extension de la lutte que pour les revendications. Au début, elle parlait de passage de 35 heures à la semaine

de 35 heures, mais maintenant, elle ne parle même plus de passage progressif, elle ne parle plus que de journées supplémentaires de libres et d'allongement des congés, avec une augmentation de salaires. C'est là une trahison des intérêts des sidérurgistes.

— HR : La grève n'est pas terminée et les discussions que l'on peut avoir aux piquets de grève révèlent nettement la volonté de lutte des travailleurs. Mais quelle est d'ores et déjà, du point de vue du KPD, l'importance de cette grève ? Et quelles leçons peut-on déjà en tirer ?

BEAUCOUP D'EXPERIENCES NOUVELLES

KH HUTTER : La durée de cette grève et aussi la combativité dont font preuve les sidérurgistes, malgré un manque d'expérience de lutte, constituent des éléments nouveaux pour la classe ou-

vière. Deuxièmement, il y a eu des actions de solidarité qui ont dépassé le cadre de la sidérurgie ; il y a eu, par exemple, des meetings organisés par d'autres travailleurs pendant leur temps de travail. Il y a eu beaucoup de discussions à l'intérieur du syndicat sur le contenu de la grève, sur la tactique, sur les objectifs et aussi sur le rôle joué par le syndicat dans les négociations. Les travailleurs ont demandé quels étaient donc ces gens qui négociaient en leur nom. Il s'est avéré que les travailleurs ont très peu de droits pour voir un peu ce qui se passe au niveau des négociateurs. Et les travailleurs veulent qu'on en tire les conséquences. J'estime que c'est une évolution très importante que l'on discute maintenant au sein du syndicat sur la politique contractuelle, sur les objectifs et les méthodes et aussi sur les rapports entre la base et le sommet. Et que sur ce dernier point, il doit y avoir des changements, voilà une expérience très importante que les travailleurs sont en train d'acquiescer. Et c'est une expérience qui profitera à l'ensemble de la classe ouvrière. En ce qui concerne la réduction du temps de travail également, les sidérurgistes ont fait le premier pas, mais la semaine de 35 heures est un objectif pour toute la classe ouvrière.

LE MIRAGE DE LA COGESTION

Un mot sur la signification politique de la grève des sidérurgistes. Depuis le début, notre Parti la soutient de toutes ses forces. Il lui a exprimé sa pleine solidarité. Il s'est prononcé pour une extension de la grève et il a critiqué l'attitude de la direction syndicale au cours des négociations. Dans tout notre travail, nous avons mis l'accent sur la dénonciation des véritables rapports de classe dans la sidérurgie. La direction syndicale a partie liée avec la classe des capitalistes, certains hauts responsables syndicaux sont même dans les conseils d'administration des entreprises sidérurgiques. Nous avons expliqué que la « cogestion » introduite dans les années cinquante est une conception qui ne correspond pas à la réalité. Beaucoup de travailleurs se posent maintenant des questions sur l'association capital/travail. La grève a remis en question un certain nombre d'idées réformistes de « collaboration de classe » et de « cogestion ». La « cogestion » tant prisée par les sociaux-démocrates n'a pas pu permettre de maintenir la « paix sociale ». C'est un grand enseignement politique. Nous avons mené aussi la lutte contre les conceptions des révisionnistes du DKP qui proposent la « cogestion », la « démocratie économique » et l'« étatisation ». Nous les avons dénoncées comme prônant la collaboration de classe et détournant les travailleurs de la lutte.

Ce sont des points importants. Nous pensons que la classe ouvrière ne pourra véritablement obtenir des succès que quand elle se sera libérée de l'emprise de l'idéologie révisionniste, mais aussi et surtout du social-démocratisme, qui est plus influent actuellement. *Propos recueillis par Jean SCHUBERT*